

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Nouvel-article,1151.html

4emes rencontres internationalistes 2011

La révolution menacée

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2011 -

Date de mise en ligne : lundi 14 novembre 2011

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Dans la situation difficile de la contre-offensive menée par les militaires et les islamistes pour empêcher tout acquis des travailleurs, tout acquis démocratique après la révolution Egyptienne, le Parti Communiste Egyptien n'a pu envoyé son représentant Mohamed Fakhruldeen, mais nous a transmis cette déclaration du comité central du PCE qui aurait été la base de son intervention.

Traduction de Abdelhak Fadly, conseiller municipal communiste de Vénissieux.

Le comité central du PC Egyptien a discuté de sa position quand à la participation aux législatives et ce à la lumière de la situation politique, économique et sociale grave et critique que traverse le pays et surtout après le crime tragique et atroce des 25 martyrs et des centaines de blessés dont la majorité coptes dans une manifestation pacifiste sur laquelle on a tiré à balles réelles devant le bâtiment « Maspero » le 9 octobre.

Le comité directeur central a affirmé que ces conditions qui traversent le pays deviennent des menaces d'avortement de la Révolution et menacent l'avenir du pays et son unité nationale et risque de briser la confiance historique entre le peuple et les forces armées.

Le comité fait porter la responsabilité de cette situation déplorable en premier lieu au Conseil militaire qui détient les plein pouvoir pour gérer le pays et au fait de son échec de la gestion de la période transitoire et des erreurs accumulées qui profitent aux forces de la contre-révolution au lieu de les combattre et aussi en raison de l'insécurité, du chaos qui règne et aussi de son incapacité à prendre des mesures palpables pour éteindre les conflits interconfessionnelles ; ainsi que dans son incapacité à prendre des mesures urgentes pour instaurer la justice sociale et qu'ils n'aient pas répondu aux revendications des forces de la Révolution pour réunir les conditions nécessaires pour assurer la transparence et la réussite des législatives.

Plus important que cela est la confusion, l'hésitation à laquelle ont menées les fausses priorités de la période transitoire de la passation des pouvoirs qui n'ont fait que l'allonger et compliquer ses conditions. De même que le faible gouvernement du docteur Charaf a sa part de responsabilité dans la situation car il est incapable d'arrêter des prérogatives et d'exercer ses compétences et de n'avoir pas respecter ses promesses et engagements envers le peuple. De même la division des forces politiques et la volonté de certaines d'entre elles de réaliser leurs objectifs propres et leur précipitation à cueillir les fruits de la Révolution et à se partager le gâteau du pouvoir en omettant les dangers graves qui menacent la Révolution et le pays.

Le Comité central observe que les courants religieux extrémistes qui ont largement profité de l'appui du pouvoir actuel, de son laxisme, et de son non exécution de la loi relative aux agissements confessionnels que commettent les militants de ces courants dénaturant par là la Révolution et mêlant le religieux au politique et appelant à l'instauration d'un Etat religieux, fasciste qui nous ramène au moyen-age.

A la lumière de tout cela, le Comité directeur central insiste sur quelques faits essentiels :

1- Il est de notoriété publique que ce que vit le pays comme situation confuse trouve son origine dans les fausses et mauvaise priorités de la période transitoire établies par le conseil militaire et par le courant de l'islam politique. Cela est une erreur politique dans laquelle il ne faut pas continuer.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

L'occasion est encore possible pour corriger le cours de la Révolution et remettre son train sur la bonne voie, cela nécessite la démission du gouvernement actuel et la constitution d'un gouvernement de salut national approuvé par les forces de la Révolution s'appuyant sur la volonté populaire.

a) Un gouvernement jouissant des compétences nécessaires pour la gestion de la période transitoire avec tout ce que cela implique tel l'arrêt de l'insécurité, la protection des citoyens de tous les sbires de l'ancien régime qui incitent à l'anarchie, à la provocation gratuite, à la violence et à l'épuration des institutions de l'Etat de tous les symboles de la conter-révolution.

b) Commencer par instaurer une nouvelle Constitution sur la base de laquelle on élira un Président et un Parlement à travers un programme défini dans le temps dont la durée variant de 6 à 8 mois.

Cette voie évitera au pays des conséquences désastreuses dont on commence à voir des signes précurseurs et permettre d'écourter la période transitoire de passation des pouvoirs contrairement à se qui est proposé, à savoir sa prolongation d'un an et demi. De même cette voie évitera au pays de se voir kidnappé par ceux qui veulent l'instauration d'un état religieux et militaire.

2- Tenir les élections dans ce climat d'urgence, d'insécurité, d'expansion des manifestations de violence et de la non publication d'un décret imposant et obligeant les anciens dirigeants du Parti National Démocrate à ne plus avoir d'activités politiques aura des effets néfastes sur la Révolution et la pays. Et serait même annonciateur que ces élections pourraient ne pas se dérouler et mettre le pays face à l'inconnu.

Et même si ces élections étaient tenues, elles ne déboucheraient que sur un Parlement où siègerait le reste et les anciens du Parti National et les forces de la contre révolution.

Nous réaffirmons que l'accord entre certains partis et la Conseil militaire ne respecte même pas le minimum requis pour garantir des élections libres et honnêtes.

Cet accord prouve l'opportunisme de ces partis qui ont abandonnés les objectifs de la Révolution et ses espoirs et cela pour réaliser leurs objectifs propres. En tenant en considération tout cela, le Comité central du PC égyptien a décidé de ne pas participer aux législatives et appellent les partis et forces politiques à adopter la position juste en établissant bien les priorités de la période transitoire et à rectifier le cours des choses afin de sauver notre glorieuse Révolution et pour préserver la Nation et son unité.

Parti Communiste Egyptien, 12 Novembre 2011

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux